

ENJEUX / L'Observatoire du métier de la scierie a organisé le 15 novembre dans la Loire un séminaire national « Scierie 2025 », pour présenter la restitution d'un travail de recherches effectué depuis début 2019 par tous les maillons de la filière. Objectif : retrouver les volumes de production d'avant la crise de 2007, soit 10 millions de m³. Défi utopique ou réaliste ?

Les scieurs affûtent leur esprit de reconquête

Fondé il y a plus de 15 ans à Cublize au cœur du Beaujolais vert (Rhône), l'Observatoire du métier de la scierie s'est réuni le vendredi 15 novembre dans la plaine du Forez, à Epercieux-Saint-Paul, fief de l'entreprise Forézienne-MFLS, spécialiste mondial de la lame de scie. L'observatoire a fait du chemin depuis sa création. Toujours sous forme associative, cet outil de veille est aujourd'hui reconnu tant par les professionnels de la filière que par les institutions. Preuve en est, la députée du Nord, Anne-Laure Cattelot, missionnée par le Premier ministre pour faire des propositions pour la filière est venue solliciter le point de vue de l'Observatoire.

À la recherche des mètres cubes perdus

Ce séminaire a permis de restituer un travail de réflexion mené par les acteurs de la filière lors de rencontres à Chassers-sur-Rhône et Mimizan au premier semestre. Car la filière bois a besoin de partir à la reconquête après avoir subi de plein fouet la crise financière de 2007 et le ralentissement du marché de la construction. « En une dizaine d'années, la scierie française a perdu presque 2 millions de m³ », résume Maurice Chalayer, président de l'Observatoire. (Voir graphique 1). Longtemps la production française a oscillé autour de la barre des 10 millions de m³. Elle est redescendue aujourd'hui à 8,2 millions de m³

tandis que les concurrents européens parvenaient à maintenir leur cadence. Une perte d'activité qui s'ajoute à une réduction du nombre d'acteurs. Il y avait 2 500 scieries en France en 2005 et seulement 1 450 en 2017. Et si on remonte le temps, « on a perdu 3 scieries sur 4 en 35 ans ». La scierie française est seulement sur la cinquième marche en volume de résineux sciés, segment largement dominé par l'Allemagne, mais deuxième pour les feuillus derrière la Roumanie « et il n'est pas impensable d'imaginer que nous repassions en tête », estime le spécialiste de la scierie. (Voir graphique 2)

Des freins et des leviers

Les professionnels ont d'abord analysé les causes de ce retrait. La crise financière et la baisse des mises en chantier ont marqué le début de la chute, que la tempête Klaus dans les Landes en 2009 n'a pas aidé à enrayer. Mais la filière connaît des problèmes structurels : un parc matériel vieillissant, l'absence de repreneurs d'entreprise, les problèmes de recrutement de main-d'œuvre qui entraînent une réduction des capacités de sciage. « On ne veut pas devenir le textile des années 60 ! », clame le président de l'Observatoire. Pour cela, il faudra travailler sur les points faibles repérés sur certains segments de marché et notamment sur les produits techniques. La France produit moins de la moitié de ses besoins en bois raboté ou bois



Renforcer l'attractivité des métiers de la scierie sera l'un des challenges de la filière dans les années à venir.

collé ! Pour Maurice Chalayer, la filière doit se mettre en capacité de surfer sur certaines tendances pour capter des parts de marché. Les scieries artisanales devront être capables de répondre aux besoins « des autoconstructeurs, des particuliers, des agriculteurs, du marché de la rénovation » et les entreprises semi-industrielles ou industrielles à ceux de « la maison ossature bois, les constructions bioclimatiques, l'usage du douglas en plein développement ». Le président, ancien formateur à la MFR de Lamures-sur-Azergues (Rhône), a réalisé ses estimations. Il est convaincu d'atteindre cette barre des 10 millions à horizon 2025, « avec 8,2 millions de m³ de résineux et 1,8 million de m³ de feuillus sciés par certainement pas plus de 1 000 entreprises », qui, de fait, auront augmenté leur productivité. La modernisation du matériel est de ce point de vue là absolument stratégique ainsi qu'une meilleure collaboration entre professionnels pour mener à bien des projets collectifs. La reconquête devra en outre se réaliser dans un contexte de réchauffement climatique qui bouleverse l'équilibre de la forêt française et de crise sanitaire profonde (attaque de scolytes sur les épicéas) mais aussi de « forêt bashing » qui commence à poindre dans la société après avoir secoué l'agriculture.



Maurice Chalayer, président de l'observatoire des métiers de la scierie.

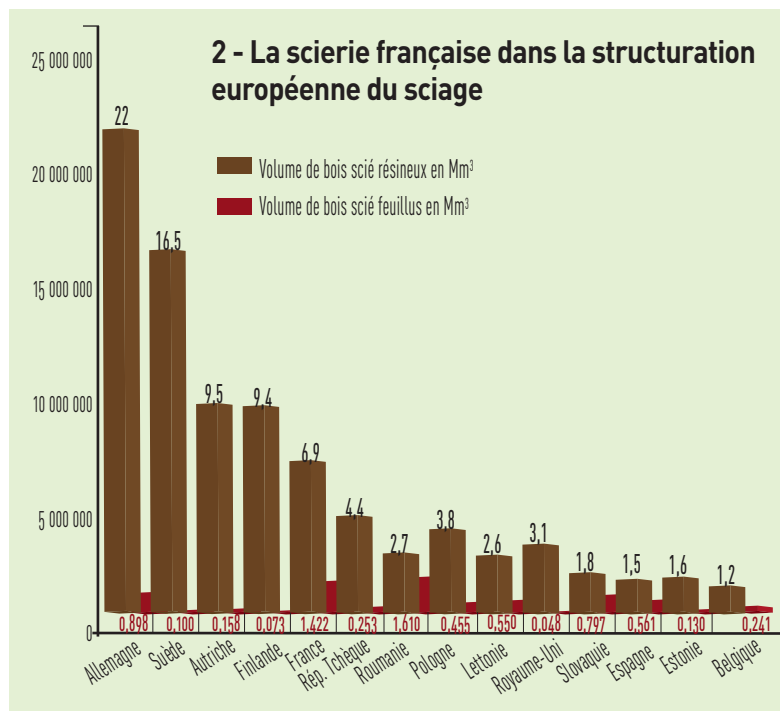
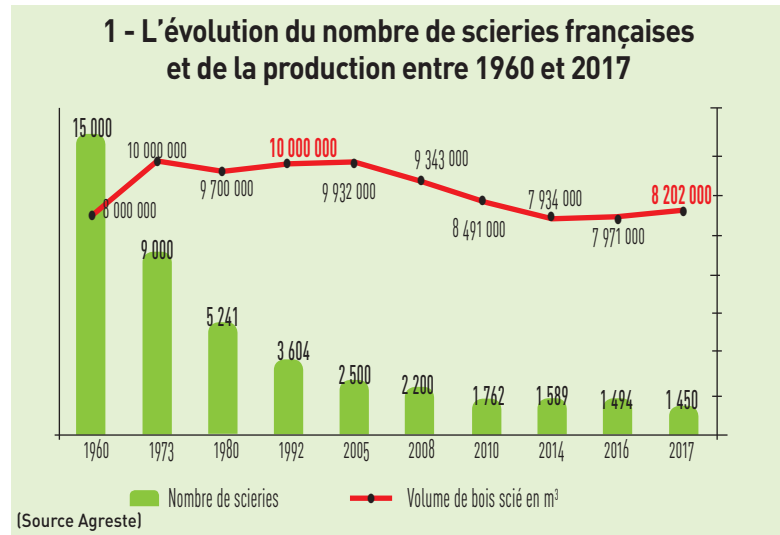
nées s'inquiétait publiquement : « on va manquer dramatiquement de matière pour se développer ». Pour Yves Poss, ancien de l'ONF mais toujours très investi dans les travaux de l'Observatoire, « il ne faut pas confondre la disponibilité et l'offre. Entre les deux il y a les propriétaires qu'il faut convaincre ». Et d'estimer que la ressource se trouvera majoritairement dans les petites propriétés privées de moins de 25 ha et qu'il ne faudra pas hésiter à sortir des sentiers battus pour travailler des essences et des diamètres nouveaux, notamment les gros et très gros bois en résineux et en tout état de cause, « il faudra une sylviculture dynamique et gérer la répartition entre bois d'œuvre et bois-énergie ».

Une ambition partagée

Les scieurs peuvent compter pour la relance sur le soutien de l'État. Nicolas Stach de la Draaf Aura a rappelé les objectifs de la délégation. « On s'est

fixé comme objectif + 1,4 million m³ à horizon 2029. C'est aussi un signal envoyé à la société : oui, la forêt est productive. » Un contrat de filière sera prochainement signé. Il devrait comporter, entre autres, des actions sur la gestion de la forêt privée, l'accessibilité aux parcelles, le soutien aux entreprises des travaux forestiers ou encore l'attractivité des métiers. Délégué général de la fédération nationale du bois (FNB), Nicolas Douzain partageait le constat. « En 2007, on a perdu 30 % de consommation. Depuis 2015, on remonte enfin, mais à la vitesse de l'escargot ». Le retour à la barre des 10 millions de m³ passera par une stimulation de la consommation de bois et notamment de « bois France », estime-t-il. Et de prévenir : « Attention, la bataille des matériaux n'est jamais gagnée. Le métal et le béton sont des filières puissantes et ne vont pas désarmer ». Il se fixe comme objectif une progression de la consommation de résineux par habitant de « 0,135 à 0,17 m³ ». La réussite passera par la montée en gamme de l'offre et par la diversification des métiers. « La majorité de scieurs est aujourd'hui sur plusieurs marchés : exploitation forestière, négoce, granules, transports, etc. Ils cherchent à capter de la valeur ajoutée ». Bref, pour la majorité des participants, l'objectif 10 millions de m³ apparaît comme une « utopie réaliste », d'autant que les chiffres le montrent : les scieurs investissent actuellement. Tous les espoirs sont permis. Et dans cette reconquête programmée : « il y aura de la place pour tout le monde, les gros comme les petits scieurs », conclut Anaïs Laffont, chargée de mission à l'interprofession. ■

David Bessenay



Une des problématiques pour les scieurs est de trouver de la ressource et de travailler des essences et des diamètres nouveaux.

MFLS / lame des scieurs

C'est la Forézienne-MFLS, fournisseur de solutions performantes pour le sciage, qui accueillait le séminaire de l'Observatoire de la scierie à son siège à Epercieux-Saint-Paul (Loire). Fondée en 1977, la petite entreprise a bien grandi. Elle compte désormais 265 collaborateurs pour 35 millions d'euros de chiffre d'affaires. Le spécialiste de la lame à scie à ruban et de la scie circulaire commerciale sur les 5 continents à 4 000 clients (40 % export). Elle possède quatre sites de production en France (dont le siège ligérien) mais aussi une filiale en Espagne, à Valladolid. ■



Christian Senegas, président de Forézienne-MFLS.